



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation CSA-SD du 29 janvier 2024



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CSASD,

Notre département doit rendre 54 postes. Avant de commencer toute opération de carte scolaire, ce sont donc 54 moyens qui sont perdus pour nos élèves, nos classes, nos professeurs, nos conditions de travail. Car oui, nous l'affirmons, contrairement à notre recteur, nos conditions de travail se sont dégradées ces dernières années !

L'UNSA Education dénonce le choix de ces pertes d'emplois alors qu'il faudrait profiter de la baisse démographique pour répondre aux besoins des élèves et du service public d'éducation : besoins de postes de Rased, besoins de remplacement pour les absences ordinaires mais aussi la formation initiale et continue, besoin de poursuivre l'amélioration des décharges des directeurs d'école, besoin de soutenir une politique volontariste de structuration de l'école inclusive.

Il y a un an, l'UNSA Éducation déclarait « il n'y a aucune perspective, aucune cohérence et aucune vision de long terme au ministère de l'Éducation nationale. L'enchaînement des réformes du lycée professionnel en est un exemple caricatural ». Force est de constater que les choses ne vont pas en s'arrangeant, bien au contraire. Nous dénonçons aussi le peu de compétences du pilote dans l'avion. Sur ce point également, la situation actuelle nous fait regretter le ministre d'alors : au moins n'avait-il pas perdu toute crédibilité, en moins d'une semaine en poste et trois prises de paroles, auprès des personnels de l'école publique.

Mais il faut surtout s'inquiéter du Président qui transforme l'École mais en l'abimant. Le Président de la République prétend avoir agi pour les remplacements de longue durée alors que, depuis le début de son quinquennat, il les a aggravés par des suppressions de postes. Par les mesures annoncées, il prétend réarmer la démocratie alors qu'il la fragilise par la pratique qu'il en a. Pour l'UNSA Éducation, sous couvert de « bon sens », le chef de l'État a réussi une fois de plus la démonstration d'une totale déconnexion. Mais masquer le sous-

investissement dans l'École publique et le renoncement à lutter pour la réussite de tous est un leurre dangereux pour un retour à l'unité.

Il y a un an, les services académiques recevaient une commande avec laquelle il fallait faire : la mise en place à la rentrée 2023 de l'heure de soutien en classe de 6ème, en supprimant la technologie.

Et un an plus tard, cette heure de soutien, forcément miraculeuse puisque c'était une idée du ministre, disparaît avec lui, comme elle avait été créée, sans plus d'étude d'impact que d'analyse d'une expérimentation. Cette décision avait attendu longtemps sa conformité réglementaire, et les personnels devaient préparer une rentrée sans cadre écrit.

L'UNSA Éducation, puisque l'heure de soutien disparaît, demande que les classes de 6e puissent réutiliser la 26e h de leur dotation pour recréer la technologie en 6e au lieu de la supprimer pour des raisons strictement budgétaires.

Aujourd'hui les annonces du précédent ministre doivent trouver de nouveau corps. Nous ne donnerons pas d'importance aux annonces cosmétiques même si profondément rétrogrades comme l'expérimentation des uniformes. Nous ne nous attarderons pas non plus sur les annonces éducatives du Président de la République qui au mieux annoncent des choses déjà faites, au pire instrumentalisent les élèves, les familles et les personnels à des fins politiques. Cela est plus gênant.

Vous avez dit groupes de niveaux ? L'UNSA Éducation est farouchement opposée à cette mesure car, comme le montrent les études sociologiques et en sciences de l'éducation, c'est au contraire d'hétérogénéité et de mixité sociale dont notre École a besoin.

Et cette année encore, les services doivent s'appuyer sur les annonces toujours pas traduites dans les textes !

L'UNSA Éducation dénonce des mesures trompeuses aussi bien sur les constats qui les motivent que sur les promesses qui se veulent séduisantes. Pour réellement lutter contre l'échec scolaire et améliorer le niveau des élèves, il est urgent de cesser de nous mentir. Regretter une École révolue évite sans doute de reconnaître le vrai malaise de l'École aujourd'hui, à savoir le manque cruel de mixité sociale.

Les annonces pour un « choc des savoirs » renforcent davantage le tri, la sélection et la ségrégation que le niveau des élèves. Cela ne fera qu'aggraver le dualisme scolaire et les clivages dans la société tout entière. La feuille de route éducative du Président de la République entraîne tout le système dans une impasse qui tend à détruire les chances des élèves, en particulier les plus fragiles, qui peinent à trouver leur place à l'École de tous.

Par leur choix d'investir insuffisamment et mal, de renvoyer les difficultés et les manques de l'École aux personnels, le Président de la République et ses gouvernements continuent de pousser à bout ceux qui font l'École. Ils génèrent exaspération, défiance, voire détresse.

Parce que les personnels doivent être respectés, parce qu'ils veulent sortir de l'impasse dans laquelle ils se sentent acculés, parce qu'il faut des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, l'UNSA Éducation les appelle à se mettre massivement en grève le 1er février prochain.

Enfin, l'Unsa Éducation remercie les services et la DSDEN pour le groupe de travail et pour la transmission des documents.

Je vous remercie de votre attention.



Adeline GIOVANELLA
Secrétaire départementale de l'UNSA
Éducation 54